

Les jours redoutables des prémices d'une guerre civile

écrit par Thérèse Zrihen-Dvir | 9 septembre 2023



Une idée, un projet, une initiative, une conviction, une opposition ont culminé en la guerre de Sécession...

Lincoln et la guerre de Sécession ou guerre civile américaine (généralement appelée « *The Civil War* », « la Guerre civile » aux États-Unis est une guerre civile survenue entre 1861 et 1865. Elle oppose le gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique (« l'union » ou « le nord ») rassemblant principalement des États situés au Nord, dirigés par le président des États-Unis Abraham Lincoln, et les États confédérés d'Amérique (« la Confédération » ou « le Sud »), dirigés par Jefferson Davis et rassemblant onze États du Sud qui avaient fait sécession des États-Unis. La guerre résulte du débat de l'abolition de l'esclavage souhaitée par le Nord.

L'Union comprend tous les États abolitionnistes et cinq États frontaliers esclavagistes et est dirigée par le président Abraham Lincoln et le parti républicain. Lincoln est profondément opposé à l'esclavage et souhaite son abolition dans les territoires détenus par les États-Unis. Sa victoire à l'élection présidentielle de 1860 entraîne une première sécession de sept États du Sud esclavagistes avant même que Lincoln ne prenne ses fonctions.

Israël fait face à des jours redoutables, écrit le Causeur, il est au bord de la scission, c'est-à-dire d'une rupture entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Mais cela ne se fera pas sans dégâts, sans révolte, sans effusion de sang.

Amir Ohana, le président de la Knesset, n'a pas mis de gants pour annoncer haut et fort, que le gouvernement ne se laissera pas écraser par le pouvoir judiciaire, élu selon ses propres critères, alors que le pouvoir exécutif représente la « voix du peuple ».

Pour arriver à leurs fins, les partis libéraux de gauche, épaulés par le pouvoir judiciaire entendent exécuter leurs projets même au prix de la sécurité et pérennité de l'État d'Israël. – Tous les moyens sont bons, ont-ils affirmé, sans

sourciller, ni repentir.

Est-ce que cette situation aurait pu être évitée ? Nul doute. Mais pour cela il aurait fallu que le Premier Ministre, Bibi Netanyahu, ait suffisamment de courage et de fermeté pour lui faire front, au lieu de se lancer dans de vains pourparlers/compromis qui n'ont fait qu'élargir la faille, intentionnellement opérée par ses antagonistes. « Tout sauf Bibi » demeure invariable à ce jour.

Netanyahu manque de cran, de force, de certitude et de conviction envers la justesse et la nécessité de ses projets/décrets de lois, face à des partis qui jusque-là, ont prouvé leur capacité de lui tenir tête et de l'éroder au point de le voir osciller dangereusement. La capitulation doit suivre... C'est le prix inexorable de la pacification.

En ce domaine, on peut assumer que la partie est perdue d'avance, que le pouvoir judiciaire l'emportera et qu'une révolte à cette étape représente un suicide avéré du gouvernement et donc du pays entier. Une guerre civile peut instantanément emporter dans sa furie, toute la nation.

Face à des partis dont le patriotisme et la judéité sont évanescents ou inexistants, la droite israélienne, composée de nationalistes et de religieux, n'a pas su comment réduire leur élan. Elle s'est contentée de son succès électoral et s'est endormie sur ses lauriers alors qu'elle avait la possibilité de mettre en exécution tous ses plans.

Il faut aussi avouer que les dés sur l'échiquier politique de Netanyahu ne lui sont pas favorables : Les dirigeants des positions clé de l'État d'Israël sont tenus par les adeptes de la Gauche. La police, l'armée de l'air, les grandes industries, les universités, les services de santé, en un mot tous ceux qui détiennent les nerfs vitaux de l'État, font partie de la Gauche politique, alors que la droite est

majoritairement composée de travailleurs, de gens du cru – expression déshonorante : La plèbe.

Sur le plan international, les USA et l'Union Européenne n'ont aucune intention de lui faciliter la vie ou de lui accorder quelques gratifications. Loin de là, ils se sont transformés en de véritables écueils et contribuent largement à sa chute.

Il y a de l'antibibisme dans l'air.

On n'achève rien quand on n'investit rien, or cela est bien ancré au sein de la gauche qui a pris tout le temps nécessaire pour consolider ses assises et réclamer son dû au moment choisi – un dû qui signifie la soumission de tous ceux qu'elle nomme des parasites et qui n'ont jamais cru qu'un jour ou l'autre, leur indifférence placide se retournera contre eux.

Les partis religieux sont pris au piège. Ils font toujours l'objet de tractations durant la composition d'un gouvernement, au lieu de s'investir dans sa formation.

Ces partis sont conscients de leur importance électorale et tiennent les gouvernements sous leur férule.

Halévi, le chef d'état-Major vient de réaffirmer son opposition au projet de loi visant à exempter les haredim de la conscription : « notre position est claire, la conscription pour tous ».

Aucun gouvernement ne pourra tenir une majorité sans une équation égale pour tous ses citoyens. Or, Israël, avec son incroyable configuration allant du gauchiste radical à l'ultra-orthodoxe, représente un défi existentiel réel.

Bibi ou tout autre premier ministre aura peu de chance d'équilibrer cet étalon fougueux qu'est Israël et le maintenir assez longtemps stable et uni. Tandis que ses

flancs sont perpétuellement rongés par les partis arabo-israéliens.

Les jours redoutables n'ont jamais quitté les juifs de tous bords et en tous les temps.

Rosh Hashana est au tournant, sera-t-il célébré dans la joie ou dans le sang ?

Thérèse Zrihen-Dvir